



## COMPTE-RENDU DU BUREAU

MERCREDI 17 FEVRIER 2021

*En visioconférence*

B.O n° 2502

### Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Trésorier adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Secrétaire général adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-président(e)s	Bénédicte COMPOIS Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de mission	Denis CADON Benjamin MERCIER Stéphane METZGER

### Excusée :

Vice-Présidente	Christiane GUERIN
-----------------	-------------------

### Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
Collaboratrice de la Secrétaire Générale	Magali TAPRET

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

## 1. Affaires Administratives

### 1.1. Retour sur les cercles de compétences

Un retour est fait suite aux cinq réunions en visioconférence tenues les jeudi 11 et vendredi 12 février dernier visant à préciser les modalités de mise en place et de fonctionnement des cercles de compétences.

Chaque Président d'un Cercle de compétence doit :

- ✓ Proposer l'organisation de sa compétence, en concertation avec son Liaison Bureau/Coordonnateur
  - À renvoyer à D.Cupillard/L.Ciubini/J.Issoulié avant le 28 février.
- ✓ Proposer des noms composant le ou les cercles de compétences
  - À renvoyer à D.Cupillard/L.Ciubini/J.Issoulié avant le 14 mars.
  - Si souhait d'une représentation territoriale, l'indiquer à la secrétaire générale avant le 28 février qui interrogera les présidents de Ligue sur l'ensemble des besoins entre le 1<sup>er</sup> mars et le 14 mars
- ✓ Dans le même temps, le Président du Cercle propose une feuille de route qui intègre les grands axes impulsés par la Gouvernance et tous les points du projet de mandat qui lui incombe. Il la concerta avec son cercle :
  - À renvoyer à D.Cupillard/L.Ciubini/J.Issoulié pour expertise
  - La feuille de route est validée par le Bureau, quand cette dernière est prête au plus tard, fin juin

Le degré d'autonomie de chaque compétence est défini dans le cadre du document unique de délégation - à bâtir sur le premier semestre.

Après un tour de table des membres présents, aucune difficulté majeure n'est à noter pour la mise en place des cercles concernés et leur structuration.

Gilles Sézionala insiste vivement sur la nécessité de constitution d'un groupe dédié au conseil des clubs, en collaboration avec Philippe Briout et Stéphane Metzger, principalement réservé à l'amélioration de la communication interne entre le club et la Fédération, un des axes majeurs du programme du nouveau mandat.

Patrick Perez s'interroge sur la praticité des communications entre les différents cercles qui mérite d'être travaillée.

Dans un premier temps, afin de faciliter les échanges entre tous, un tableau regroupant les coordonnées des responsables de cercle sera adressé au Comité Directeur dans les prochains jours.

### ***1.2. Validation des autorisations de déplacements***

Le règlement financier en vigueur encadre le remboursement des frais de déplacements pour utilisation du véhicule personnel soumis à autorisation préalable.

Le Bureau valide la désignation des personnes suivantes ayant délégation pour la validation des autorisations de déplacements :

<b>Arbitres de Water-Polo :</b>	Jean-Michel Delon, avec accord du trésorier si besoin.
<b>Cadres Techniques :</b>	Julien Issoulié
<b>Salariés FFN :</b>	Laurent Ciubini
<b>Officiels :</b>	Bernard Dalmon
<b>Elus :</b>	Dominique Cupillard

### ***1.3. Point sur les licences***

- ✓ 212 485 licences à ce jour, soit – 120 741 licences de retard de date à date (-37 %)
- ✓ 2,788 millions d'euros de perte financière

Gilles Sézionala revient sur la présentation financière faite lors du Comité Directeur du 10 février. Grace à la bonne gestion de la FFN et au recours au chômage partiel, la Fédération n'a pas été trop impactée par rapport à l'exercice 2020, ce qui permet d'anticiper les pertes de 2021 et de présenter des comptes corrects à la prochaine Assemblée Générale de juin. Il faut néanmoins bien avoir à l'esprit que même si les activités reprennent, la situation risque d'être plus compliquée sur l'exercice 2021.

Laurent Ciubini rappelle que les élus qui le souhaitent peuvent se rapprocher de Bernard Dalmon pour échanger sur le budget 2021.

## **2. Affaires sportives**

---

### ***2.1 Point sur l'accès aux compétitions***

- A la demande de plusieurs clubs et afin de reconnaître un niveau équitable pour tous, une demande a été faite sur l'accès des étrangers qui ne répondent pas aux critères ministériels de haut niveau car non listés en France. A l'instar de ce qui a été fait pour les séniors (être qualifiés aux Elite ou avoir participé aux CM), une demande sera faite pour les juniors avec pour critère une participation aux Championnats d'Europe ou aux Championnats du Monde Juniors.
- Aucune avancée pour l'instant suite à notre demande d'une liste plus large pour les juniors.

- En ce qui concerne les meetings nationaux, plus aucun passe-droits n'est autorisé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour ceux qui ne répondent pas aux critères.

Jean-Luc Manaudou demande des précisions sur l'autorisation d'organisation de journées de détection visant à alimenter les structures du PPF.

Julien Issoulié indique que le format serait une demi-journée de détection, hors compétition, dans l'attente d'informations complémentaires du Ministère.

## ***2.2 Retour sur les dernières compétitions et évènements depuis le dernier Bureau***

- **TQO masculin WP** : Actuellement en cours à Rotterdam. A ce jour, 1 victoire sur 3 matches disputés avec des choses très positives quant au jeu.
- **Coupe du Monde de Plongeon** : Annulation de la Coupe du Monde 2022. Si impossibilité de tenir la Coupe du Monde 2021, le critère de qualification pour les JO serait les résultats des Championnats du Monde 2019, ce qui ne nous serait pas favorable au vu des résultats obtenus.

## ***2.3 Les organisations fédérales (point à date, attribution de lieux, ...)***

### **Natation artistique :**

- ✓ Annulation des Championnats de France N2 Juniors dont la population ne nage pas, avec proposition de décalage un peu plus tard dans la saison.
- ✓ Annulation des Championnats de France N1 et Elite Juniors dont une partie de la population ne nage pas, avec maintien d'une rencontre nationale pour les athlètes des CNAHN, du 2 au 4 avril à Sète. Bernard Dalmon informe que Sète souhaite des informations plus précises sur cette organisation. Un point sera fait prochainement.

### **Natation Course**

- ✓ Championnats de France Juniors : une grande partie de la population ne pouvant pas nager, proposition d'un format de sélection raccourci et pourquoi pas reporté à mi-mai (à voir la faisabilité avec la municipalité de Chalon-sur-Saône).
- ✓ Championnats de France N2 à Melun mi-mai : dans l'immédiat, seuls 183 sur 979 pourraient participer.  
Le maintien de ces deux compétitions devra être statué 6 ou 7 semaines avant la date d'organisation.

### **Plongeon :**

- ✓ Suite à l'annulation des Championnats de France Jeunes et Elite à Rennes, des courriers ont été envoyés à tous les acteurs (Ville de Rennes, ligues, clubs...).

### **Eau libre :**

- ✓ Le Bureau entérine la candidature de Gravelines à l'organisation des Championnats de France Eau Libre du 10 au 13 juin 2020.

### **International :**

- ✓ Denis Cadon confirme qu'à ce jour la LEN maintient les Championnats d'Europe à la date prévue, à huis-clos et avec un protocole sanitaire très strict. Julien Issoulié et Gilles Sézionale soulignent le véritable casse-tête sanitaire pour une organisation d'une telle ampleur regroupant 2 000 personnes dans les 5 disciplines. Dominique Cupillard confirme que la commission médicale de la LEN se montre très inquiète sur la mise en place des bulles sanitaires.
- ✓ Souhait de la LEN de décaler en 2022 ou 2023 la co-organisation des Euro Jeunes avec la COMEN de Natation Artistique, initialement prévue cet été. En attente de confirmation officielle.

Afin de faciliter le suivi de l'agenda international, Laurent Ciubini demande à chacun de faire un retour sur l'ensemble des dates des réunions de la LEN et de la FINA à Valérie Gicquel.

## 2.4 Point sur le PSF

Julien Issoulié fait un point global sur les politiques de l'Agence nationale du Sport pour 2021 :

- ✓ Politique en faveur des projets sportifs territoriaux (PST) pour l'année 2021 :
  - Fond de solidarité 15 M€ dans l'objectif d'accompagner les associations sportives les plus touchées par la crise sanitaire liée à la Covid-19
  - « Prévention des noyades et développement de l'Aisance Aquatique » (budget de 16,7 M€)
- ✓ Contrats de développement signés en 2021 entre l'ANS et les fédérations sportives sur la période 2021-2024 :
  - Accompagnement financier des fédérations à hauteur de 32,26 M€ en faveur du développement des pratiques, des emplois sportifs qualifiés nationaux, et de l'accompagnement des projets sportifs fédéraux (PSF) et des stratégies de labellisation.
- ✓ Politique en faveur des projets sportifs fédéraux (PSF) et stratégies territoriales de labellisation pour l'année 2021 :
  - Réserver au moins 50% de la part territoriale aux clubs à échéance 2024.
  - Sanctuariser et maintenir par territoire en 2021 les crédits attribués aux (autres) territoires ultramarins au titre de la part territoriale 2020 - Ces crédits, s'ils ne sont pas attribués en Outre-mer, ne sont pas fongibles –
  - les fédérations veilleront à augmenter de +25% les crédits dédiés aux actions ayant pour objectif d'augmenter le nombre de pratiquantes féminines
  - Le développement de la pratique parasport
  - L'accession territoriale au sport de haut niveau : cible les structures de niveau territorial du programme d'accession des Projets de Performance Fédérale (PPF) ainsi que les Equipes Techniques Régionales :
    - Actions sportives : stages, regroupements, déplacements de sélections et campagnes de détection ;
    - Encadrement : vacations et formations ;
    - Optimisation de l'entraînement : matériels légers, prestations de services, prestations paramédicales.
  - Calendrier prévisionnel :
    - Mi-février à mi-mars 2021 : échanges entre l'Agence et les fédérations sur les notes de cadrage 2021 ; organisation de sessions de formation sur les outils informatiques.  
Un premier Webinaire sur les aspects techniques se tiendra le 2 mars 2021, auquel participera les équipes fédérales (Agnès Berthet, Catherine Arribe et Vincent Hamelin).
    - Mars 2021 : lancement des campagnes par les fédérations.
    - 30 juin 2021 : échéance de retour des propositions des fédérations sur la liste des bénéficiaires et des montants associés ;
    - Juillet – septembre 2021 : vérification par l'ANS ; gestion des conventions annuelles et des états de paiement par les fédérations ; paiement par l'ANS et envoi des notifications (d'accord / de refus).

Une note exhaustive est jointe au présent procès-verbal.

## 3. Points divers

- Gilles Sézionale revient sur l'absence de réponse de la Ministre déléguée au dernier courrier de la Fédération sollicitant un calendrier précis du retour aux activités et des aides à venir. Le lobbying

doit se poursuivre afin de sensibiliser les différents réseaux politiques aux enjeux du sport amateur français et obtenir enfin des précisions sur le plan de relance dédié au Sport.

Philippe Briout pointe à son tour le manque de considération du gouvernement envers la pratique sportive qui n'est pas traitée à sa juste valeur ; d'un point de vue politique, le positionnement du sport sous l'égide de l'Education nationale en est un des indicateurs.

Patrick Perez ajoute que le sport professionnel, comme la Culture, n'est pas concerné par ce constat qui ne s'applique qu'au sport amateur. Notre combat pour la reconnaissance du sport doit être une priorité, au-delà de la crise sanitaire actuelle.

Jean-Luc Manaudou propose d'activer ses contacts auprès du Journal L'Equipe afin de leur proposer un article de Gilles sur cette situation dramatique.

Denis Cadon rejoint ces propos et confirme que lors de ces interventions au titre du CROS auprès des services de l'Etat, il ne cesse de militer pour que le sport soit traité et considéré au même titre que le sont l'insertion, le handicap ou la féminisation.

- Le prochain bureau est fixé au mercredi 3 mars 2021 à 14h00.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 15h15.

**La Secrétaire Générale**  
**Dominique CUPILLARD**

**Le Président**  
**Gilles SEZIONALE**

Note relative aux politiques de l'ANS pour 2021  
Mémo des 3 notes de services

---

**I. Politique de l'Agence en faveur des projets sportifs territoriaux (PST) pour l'année 2021**

Fond de solidarité 15 M€ dans l'objectif d'accompagner les associations sportives les plus touchées par la crise sanitaire liée à la Covid-19 :

- 13 M€ sur le volet développement des pratiques, dont 12 M€ pour soutenir des actions de solidarité et 1 M€ pour l'organisation de stages « J'apprends à nager » en zones carencées ;
- 2 M€ sur le volet haut-niveau en soutien au fonctionnement des structures d'accession au haut-niveau dans les territoires (qui prendra la forme d'un appel à projets qui sera lancé ultérieurement).

- « Prévention des noyades et développement de l'AA »

Budget 16,7 M€ en 2021, qui vise à :

- renforcer les équipements dédiés à l'apprentissage de la natation (12 M€),
  - accompagner les actions menées en matière d'apprentissage de l'aisance aquatique et d'apprentissage de la natation (4,7 M€).
- 2 M€ pour la mise en place d'actions d'apprentissage de l'aisance aquatique à destination d'enfants de 4 à 6 ans (désignée sous le terme de « classe bleue » sur le temps scolaire ;  
0,7 M€ pour l'organisation de formations à l'enseignement de l'AA, qui feront l'objet d'un appel à projets national  
2 M€ pour le dispositif JAN

Les décisions transmises avant le vendredi 25 juin 2021.

**II. Note d'orientation relative aux contrats de développement signés en 2021 entre l'Agence nationale du Sport et les fédérations sportives sur la période 2021-2024.**

Accompagnement financier des fédérations à hauteur de 32,26 M€

Les crédits liés aux contrats de développement, qui permettront d'accompagner les fédérations dans leur stratégie de développement des pratiques sportives, concernent :

- les actions menées en matière de développement des pratiques, dont les actions en faveur de la transformation numérique des fédérations ;
- les emplois sportifs qualifiés nationaux pour les fédérations concernées ;
- l'accompagnement des projets sportifs fédéraux (PSF) et des stratégies de labellisation.

Avance de contrat de 50% des montants attribués au titre de 2020

- Obj 3M de pratiquants, les actions devront viser :
  - l'inclusion de publics cibles,
  - la conquête de nouveaux espaces de pratiques,
  - l'émergence de nouvelles pratiques pour de nouveaux publics,
  - la promotion du sport comme levier central du « pacte républicain ».
- La lutte contre toutes formes de discrimination et les violences dans le sport
- La transformation numérique
- Des actions partenariales

Dispositions spé aux PSF de + de 100000€=>aide d'un montant de 20 K€

Les contrats de développement verront l'introduction, à compter de 2022, d'une part fixe et d'une part variable calculées annuellement suite à une évaluation effectuée sur la base d'indicateurs partagés en année n-1.

### **III. Politique de l'Agence en faveur des projets sportifs fédéraux (PSF) et stratégies territoriales de labellisation pour l'année 2021**

- réserver au moins 50% de la part territoriale aux clubs à échéance 2024.
- sanctuariser et maintenir par territoire en 2021 les crédits attribués aux (autres) territoires ultramarins au titre de la part territoriale 2020 - *Ces crédits, s'ils ne sont pas attribués en Outre-mer, ne sont pas fongibles* –
- les fédérations veilleront à augmenter de +25% les crédits dédiés aux actions ayant pour objectif d'augmenter le nombre de pratiquantes féminines.
- Le développement de la pratique parasport.

La transparence de la décision : créer une commission qui garantira l'indépendance des décisions et qui veillera au respect des règles d'éthique, de déontologie et de transparence. Cette commission, qui sera composée d'élus et de salariés de tous les niveaux territoriaux ainsi que du (de la) Président-e de la commission d'éthique si elle existe. Les fédérations devront transmettre à l'Agence nationale du Sport les compositions de l'ensemble des commissions, qu'elles soient nationales ou territoriales, ainsi que l'ensemble des comptes-rendus correspondants

L'accession territoriale au sport de haut niveau : cibles les structures de niveau territorial du programme d'accession des Projets de Performance Fédérale (PPF) ainsi que les Equipes Techniques Régionales :

- Actions sportives : stages, regroupements, déplacements de sélections et campagnes de détection ;
- Encadrement : vacations et formations ;
- Optimisation de l'entraînement : matériels légers, prestations de services, prestations paramédicales.

Répartition des crédits avant le 30 juin 2021.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- mi-février – mars 2021 :

- ☐ échanges entre l'Agence et les fédérations sur les notes de cadrage 2021 ;
- ☐ organisation de sessions de formation sur les outils informatiques ;
- mars 2021 : lancement des campagnes par les fédérations ;
- 30 juin 2021 : échéance de retour des propositions des fédérations sur la liste des bénéficiaires et des montants associés ;
- juillet – septembre 2021 :
  - ☐ vérifications par l'Agence nationale du Sport ;
  - ☐ gestion des conventions annuelles et des états de paiement par les fédérations ;
  - ☐ paiement par l'Agence nationale du Sport et envoi des notifications (d'accord / de refus).